

**G5 Sahel - Réponse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à une question au gouvernement à
l'Assemblée nationale
(Paris, 13 décembre 2017)**

(Question sur le G5 Sahel)

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Madame la Députée,

Il y a eu un événement important qui s'est produit en juillet dernier. Les cinq chefs d'État de Mauritanie, Niger, Mali, Burkina Faso et Tchad ont décidé de constituer une force militaire commune, avec un commandement commun, dont l'objectif est de protéger les frontières, et d'éviter et de combattre tous les trafics.

C'est un saut qualitatif très important, parce que c'est une étape dans la prise en compte par les Africains eux-mêmes de leur propre sécurité. Évidemment, cette force qui est en cours de constitution a le soutien de la force Barkhane et celui de la MINUSMA, mais il importait que ces décisions soient prises et qu'elles puissent avoir également le soutien officiel des Nations unies - vous faites référence au conseil de sécurité qui l'a portée il y a peu de temps. Cette force a aussi une mission validée par les Nations unies.

Vous avez indiqué la nécessité de faire en sorte que les financements nécessaires soient au rendez-vous, et c'est la raison pour laquelle ce matin, le président de la République a réuni un sommet avec les cinq chefs d'État concernés, mais aussi la chancelière de la République Fédérale d'Allemagne, d'autres chefs d'État et les représentants de l'Arabie Saoudite, de l'Union européenne et de l'Union africaine.

Cette mobilisation politique et financière a été un succès. Elle va permettre de mobiliser 300 millions d'euros pour mettre en oeuvre cette force conjointe, et en même temps, permettre de rassurer les acteurs du Sahel sur le soutien que nous leur apportons, en vue de combattre le terrorisme.

C'est donc une étape essentielle qui n'est pas encore achevée mais qui, demain, avec la réponse

des bailleurs, trouvera je pense un achèvement heureux./.